

## Sommaire

### Relance Economique

La BAD apporte son concours p3

### Création du Haut Conseil pour l'Investissement

Réunion de préparation p4

### Agriculture

Bientôt un Fonds de développement p6

### Shell Gabon

Des actifs cédés à Carlyle p7

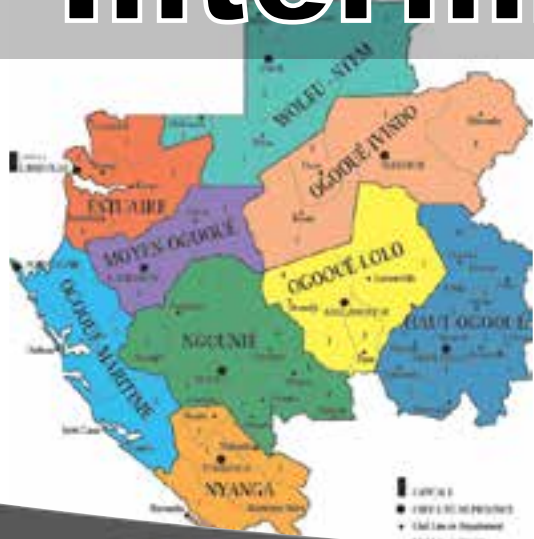
### Groupe Olam

Déjà 5 milliards de dollars investis  
et 10 000 emplois créés p8



## Relance Economique

# Réunion du Comité Interministériel p.2



## Zone Economique Spéciale de Nkok

### Visite gouvernementale p.5





## Relance Economique

# Réunion du Comité Interministériel

2

Publié le 19 janvier 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a présidé hier 18 janvier 2017 une importante réunion avec le Comité Interministériel chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire. L'objectif étant d'examiner si le Plan de Relance Economique élaboré par le gouvernement, et annoncé lors de sa Déclaration de Politique Générale, pourra permettre de faire face aux contraintes liées à la crise pétrolière.

Le Comité Interministériel s'était alors penché sur la mise en cohérence du projet du Premier ministre avec les capacités financière et budgétaire de l'Etat, capable de ce plan de relance économique que les responsables qualifient à la fois ambitieux et pragmatique.

Les propositions et conclusions de ce comité, comme l'a souligné Emmanuel Issoze Ngondet, doivent aussi « tenir compte des négociations entamées » avec le Fonds Monétaire

International (FMI) « pour renforcer la résilience de notre économie ».

Rappelons que l'institution financière a laissé entendre que si les efforts du gouvernement dans les secteurs de l'agriculture, du bois et des services sont de nature à atténuer les conséquences du choc brutal des cours du pétrole, elle estime que le Gabon doit poursuivre le processus d'ajustement budgétaire en cours et aller encore plus loin dans les réformes engagées dans ce sens.

Prenaient part à cette réunion, les ministres de l'Economie, du Budget, du Pétrole et de la Fonction Publique. Ont également assisté comme membres du comité les directeurs généraux des Impôts, du Budget et des Finances Publiques, des services du Trésor (TPG), le Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon Émergent (BCPSGE) et les représentants des ministères techniques concernés par la question.

# La BAD apporte son concours

Publié le 17 janvier 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**a Banque Africaine de développement vient d'accorder un appui financier de 131 milliards de Francs CFA pour soutenir le processus de diversification de l'économie au Gabon.

Cette aide financière permettra d'amortir le choc dû à la chute du prix du pétrole sur le marché international.

«Il s'agit, dans le cadre des discussions avec la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique centrale (Cemac), d'une réponse à l'effondrement des prix du pétrole, qui a eu un impact négatif sur l'économie du Gabon, et cette opération va contribuer à soutenir le pays, de manière substantielle, en collaboration avec d'autres partenaires au développement », a expliqué Akinwumi Ayodeji Adesina, président de la BAD.

Ce premier appui financier s'inscrit dans le cadre d'un programme s'étalant sur la période

2016-2017 et prévoyant un financement global qui se chiffre à un peu plus 327 milliards de Francs CFA.

L'objet de ce financement consiste notamment à soutenir la relance économique au Gabon à travers le Programme d'appui aux réformes économiques et Financières (Paref). Depuis les dernières années, en effet, le Gabon a connu une chute de deux points de son taux de croissance en raison de la baisse du prix du pétrole alors que l'or noir représentait un peu plus de 80% de ses exportations et 45% des recettes de l'Etat.

Le taux de croissance est ainsi passé de 6% à 4% de 2010 à 2015. La mise en œuvre du Plan stratégique du Gabon émergent (PSGE) a permis notamment à travers les grands chantiers de booster la croissance. Mais l'élan a été sapé par la chute du prix du brut. D'où la nécessité de la diversification. Le financement accordé par la BAD constitue un atout dans cette démarche.



# Création du Haut Conseil pour l'Investissement

## Réunion de préparation



4

**L**es membres du gouvernement et acteurs du secteur privé ont participé ce vendredi à un conseil interministériel préparatoire à la tenue de la première session du Haut Conseil pour l'Investissement.

Présidé par le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet, ce dialogue public-privé impulsé par le ministère de la Promotion des Investissements Privés servira à l'élaboration d'une série de réformes pour inciter l'investissement au Gabon. Celles-ci seront présentées au cours du premier Haut Conseil pour l'Investissement en présence du Président de la République, Ali Bongo Ondimba.

L'initiative de créer la HCI est salubre selon les opérateurs économiques car elle est appelée à améliorer sensiblement le classement du Gabon dans le Doing Business de la Banque Mondiale, qui mesure les performances en matière de compétitivité, de réglementation des affaires et son application effective.

En effet, si le classement Doing Business 2017 place le Gabon en tête des pays de la CEMAC, il n'en demeure pas moins vrai que le pays a encore beaucoup d'efforts à fournir dans le sens de l'amélioration de son climat des affaires.

Sa position à la 36e place continentale et 164e mondiale, avec un score de 45,88, sur les 190 pays listés, démontre que de gros efforts sont encore à déployer pour inciter les investissements et donner une nouvelle dimension à la diversification de l'économie.

Le ministre d'Etat, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a pour sa part indiqué que « pour répondre aux préoccupations du secteur privé et établir les termes de notre collaboration pour une croissance inclusive, des groupes de travail auxquels participe le ministère de l'Economie numérique s'attacheront à identifier les pistes d'amélioration du climat des affaires au Gabon ».

# Zone Economique Spéciale de Nkok

## Visite gouvernementale

Publié le 20 janvier 2017  
www.ledefigabon.com

**L**e chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, a visité ce jeudi 19 janvier la Zone Economique à Régime Privilégié de Nkok située dans la périphérie de la capitale gabonaise. Il s'agissait pour lui de toucher du doigt cet outil important de diversification économique et d'industrialisation.

A son arrivée, le Premier ministre a été chaleureusement accueilli par l'Administrateur Général de l'Autorité Administrative de Nkok, Gabriel Ntougou. Il s'est par la suite rendu dans les bureaux du Guichet Unique, chargé de centraliser l'ensemble des formalités administratives pour toute entreprise en voie d'implantation.

A travers cette visite thématique de la zone résidentielle, du quai, des Aciéries du Gabon, des sociétés spécialisées dans la sidérurgie, le gaz industriel, le bois etc., le chef du gouvernement a pu se rendre compte de l'importance que représente ce cadre de promotion des entreprises.

Créée grâce à la volonté du Président Ali Bongo Ondimba, la zone compte aujourd'hui près de 78 entreprises installées dont 25 sont en phase de production et plus de 700 emplois ont vu le jour. Les Aciéries du Gabon, avec près de 320 employés qui y travaillent à temps plein, constituent à ce jour, la plus grande industrie présente sur le site.



Nkok est composée d'une sous-zone industrielle et d'une zone résidentielle. Le but étant de rendre les opérateurs économiques très compétitifs sur le marché. Elle est autonome en production énergétique et en eau, avec près de 6 millions de litres d'eau produits par jour. La zone distribue les 2/3 de son énergie à Libreville et sa banlieue.

Emmanuel Issoze Ngondet, à travers cette démarche qui vise à accompagner et soutenir tout opérateur économique qui veut s'installer au Gabon, a affirmé que le gouvernement « encourage de plus en plus, l'implantation des investisseurs privés ».

Rappelons que le Président de Guinée Bissau, José Mario Vaz, a visité le 15 janvier dernier avec son homologue gabonais la ZES de Nkok, en compagnie de Madeleine Berre, Ministre de la Promotion des Investissements privés, et de Régis Immongault, Ministre de l'Economie.



# Agriculture

## Bientôt un Fonds de développement

Publié le 21 janvier 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

6

**L**a mise en place d'un Fonds de développement agricole est sur les rails au Gabon. Le Fonds pourrait s'inspirer du Fonds agricole Marocain qui a largement contribué à la mise en œuvre du Plan Maroc Vert. La question a été déjà évoquée ainsi en Conseil des ministres.

C'est dans un souci de rendre le secteur primaire plus compétitif et plus productif que le Fonds de développement agricole sera mis en place au Gabon.

Jusqu'à présent, le pays est, en effet, largement dépendant des importations pour répondre aux besoins de la population en denrées alimentaires alors que le potentiel agricole du Gabon n'est plus à démontrer.

Il est question ainsi de changer la vision de tout un chacun et plus particulièrement des agriculteurs sur la question.

Avec une contribution au PIB de moins de

4% alors qu'une grande partie des 5 millions d'hectares de terres arables du pays restent sous exploitées, voire pas du tout exploitées, les autorités ont pris conscience de la nécessité d'un vrai coup de pouce. D'autant que les importations de produits alimentaires se chiffrent à plus de 300 milliards de francs CFA par an pour le Gabon.

La création prochaine du Fonds de développement agricole s'inscrit dans le cadre d'un processus d'autonomisation du pays en matière de production de denrées alimentaires. Le chemin est long, les autorités en sont conscientes, mais il est temps de prendre le taureau par les cornes.

A titre d'exemple, pour le Maroc, les résultats se sont fait sentir progressivement grâce à la mise en place de cet outil, en 1986. Etant donné qu'au Gabon, comme dans de nombreux pays du continent, la plupart des agriculteurs ont du mal à accéder aux financements, la mise en place d'un Fonds agricole constitue un atout supplémentaire.

# Shell Gabon

## Des actifs cédés à Carlyle

Publié le 19 janvier 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e flou commence à se dissiper. Après plusieurs mois d'incertitude, l'acquisition des actifs on-shore de Shell Gabon par le géant américain Carlyle est sur les rails. A un certain temps, on a beaucoup parlé de l'éventuelle reprise de ces actifs par le groupe français Perenco, mais la situation a évolué au fil des temps.

Les sites pétroliers cédés par Shell Gabon concernent une production de quelques dizaines de milliers de barils de pétrole par jour, notamment dans les environs de Port-Gentil sur cinq champs.

Des sources proches du dossier parlent d'une transaction autour de 600 millions de dollars au moins. Mais il semble que les tractations pourraient se poursuivre jusqu'aux derniers jours de la conclusion du contrat de cession.

Comme d'autres compagnies, pour des soucis de rentabilité, Shell Gabon a choisi de se focaliser sur les productions « offshore ». Des problèmes de résultat se posent, en effet, pour les autres sites. Toutefois, l'inquiétude des employés qui ont décidé de lancer un mouvement de grève ne se justifierait pas, car une cession des actifs ne signifie en rien arrêt des activités. Ces employés craignent d'être tout simplement jetés sur le pavé après une cinquantaine d'années de présence de Shell au Gabon.



Des sources auprès du ministère du Pétrole estiment que la cession des actifs ne concerne que des sites « déficitaires » pour Shell Gabon. Les mêmes sources indiquent que la conclusion du contrat entre Carlyle et Shell pourrait intervenir dès ce mois de janvier. Ce qui pourrait relancer les discussions avec les employés déçus.



## Groupe Olam

# Déjà 5 milliards de dollars investis et 10 000 emplois créés

Publié le 18 janvier 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

8

C'est un exemple d'investissements réussis au Gabon, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon Emergent. En ce début d'année, les principaux décideurs au sein du groupe singapourien Olam concocte le développement de leurs différents projets sur le sol gabonais.

En un peu plus de six ans seulement, certaines initiatives ont atteint leur vitesse de croisière. Au total, plus de 5 milliards de dollars ont été investis par le groupe, permettant la création de quelque 10 000 emplois directs et indirects. Plus de 95% des emplois créés concernent directement les ressortissants Gabonais. Ces dizaines de milliers d'emplois ont été à l'origine de création de revenus supplémentaires pour des milliers de foyers.

Implanté au Gabon en 2010, Olam a démarré ses investissements avec quatre projets au départ. Actuellement, dix projets sont sur les

rails et concernent différents secteurs d'activité. Sur la zone économique spéciale de Nkok, les projets établis avec Olam ont permis l'installation d'une dizaine d'entreprises déjà en phase de production, si une vingtaine d'autres sociétés sont en cours d'implantation.

Dans le secteur primaire, les plantations d'huiles de palme mises en place par Olam ont été la première, sur le continent africain, à recevoir la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) relative à une agriculture durable.

Les plantations d'Olam concernent notamment un peu plus de 21 000 hectares de terrains, tandis que son usine près de Kango, dans la région ouest du pays, dispose d'une capacité de production de 36 millions de tonnes d'huile de palme par an. Optimiste sur les résultats à venir, le groupe Olam compte renforcer ses investissements au Gabon, dans un souci de partenariat gagnant-gagnant.